

David Grosclaude  
Conseiller Régional d'Aquitaine  
délégué aux langues régionales

Monsieur le président,

J'ai décidé de m'installer aujourd'hui dans le hall de l'Hôtel de Région et d'y entamer une grève de la faim. Je suis indigné par le mépris dont fait preuve l'État qui n'a même pas daigné répondre à notre demande d'officialisation de l'Office Public de la Langue Occitane. Notre assemblée a pourtant délibéré sur ce sujet en juin 2014, en même temps que l'assemblée de Midi-Pyrénées. Cela fait bientôt un an et nous n'avons même pas l'ombre d'une réponse.

Cette attitude n'est pas acceptable ; on ne peut mépriser à ce point les décisions prises par deux régions. S'il ne s'agit pas de mépris il s'agit alors de paralysie, d'incapacité de l'État à assumer ses responsabilités. Je sais que nous partageons la conviction que l'État devrait renoncer à vouloir tout contrôler et à vouloir tout diriger. En matière de langues régionales, comme en d'autres domaines, c'est une évidence.

Mépris ou paralysie, cette absence de réponse est un spectacle affligeant dans un contexte où chacun d'entre nous sait à quel point la démocratie est fragile.

Je ne peux pas accepter non plus que des jours et des jours de travail, des heures et des heures de réunions avec les associations, des déplacements multiples et coûteux soient gaspillés parce que dans un cabinet ministériel des personnes jugent que le sujet ne mérite pas d'attention et se permettent de mettre ce dossier sous la pile en attendant que nous nous lassions.

Je me suis engagé personnellement tout au long de mon mandat avec votre soutien et avec la collaboration très active des services de la Région Aquitaine. J'ai rencontré des représentants de l'État. Je suis allé à la rencontre de centaines de personnes : des représentants de collectivités, des représentants d'associations, des militants culturels... Que leur dire maintenant ?

Vous êtes intervenu à plusieurs reprises, vous vous êtes exprimé en public sur ce projet d'OPLLO et je vous remercie de votre engagement sur le sujet. Il nous reste quelques semaines pour que nos engagements soient tenus. Je n'ai pas trouvé d'autre moyen pour interpeler l'État que la forme d'action que j'entame.

Notre projet est en adéquation avec la volonté de rationaliser l'action des collectivités. Que deux régions qui ont en commun une langue s'associent pour travailler sur une politique linguistique apparaît comme une évidence. La création d'un Groupement d'Intérêt Public pour l'occitan est un projet que nous avons élaboré en nous inspirant de ce qui se fait ailleurs en France et en Europe, mais aussi de ce qui se fait en Aquitaine avec le GIP Office Public de la Langue Basque dont on connaît les résultats très positifs. Pour ces raisons je ne comprends pas l'attitude de l'État.

Ce dernier a refusé de participer au GIP-OPLLO. Je le regrette, c'est incohérent ; c'est

en effet comme s'il n'avait aucune responsabilité en matière de développement de l'occitan, première langue régionale de France. Mais, même si l'État ne veut pas participer et assumer ses responsabilités, il n'est pas normal qu'il nous empêche d'assumer celles qui sont les nôtres et que nous partageons avec nos voisins.

Que'vs pregui, sénher president, de créder a la mea determinacion

Je vous prie de croire, monsieur le président? à ma détermination

David Grosclaude